

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Europe

Pourquoi Britanniques et Allemands ont-ils salué avec joie la réélection de François Mitterrand ? Tout simplement parce qu'il leur sera « beaucoup plus facile » de défendre leurs intérêts « face à quelqu'un qui leur parlera des grandes valeurs européennes et de la philosophie judéo-chrétienne ».

Telle est l'analyse que Jacques Chirac a livrée aux électeurs de Meymac le 23 mai. Comme toujours, ce réalisme affiché révèle un profond mépris de la réalité. Si les pays européens peuvent s'entendre et coopérer, si la communauté européenne a un sens, c'est justement parce qu'il existe des valeurs communes qui procèdent d'un héritage spirituel commun.

Ce matérialisme vulgaire, qui rend certains « libéraux » plus marxistes que Marx, est d'autant plus inquiétant qu'il s'affirme dans la dérision du souci éthique et des convictions religieuses, ici spécifiquement moquées en des termes qui réveillent de sinistres souvenirs. Mieux vaudrait, pour Jacques Chirac, qu'il ait une nouvelle fois parlé sans réfléchir...

Nation

Le dossier corse



Chirac

Le gaullisme résiduel

(p.4)

Le Pen

Le détournement des valeurs

(p.12)

M 2242 - 495 - 11,00 F



Minitel

Les curiosités de nos lecteurs

● L'image du comte de Paris est bonne, bien au-delà des milieux royalistes. Pourquoi ne profitez-vous pas mieux de cette image pour promouvoir la monarchie ?

Tout de même ! Tout de même ! Le comte de Paris n'est pas un « capital » qu'un mouvement pourrait faire fructifier. Mais il est vrai que la NAR est le seul mouvement politique qui s'inspire de la pensée du Prince et qui donne le plus large écho possible à ses prises de position.

● Avez-vous une idéologie de la monarchie à proposer ?

La NAR ne propose pas d'idéologie de la monarchie et elle se refuse à fabriquer un système, quel qu'il soit, qui aurait le grave inconvénient d'exclure le côté humain qui est essentiel à ce régime. Aux constructions idéologiques nous préférons la pluralité des exemples, des références et des modes de démonstration.

● Votre royalisme est-il anti-républicain ou alors êtes-vous tolérants ?

Le mot de « république » a profondément évolué en France. Aujourd'hui il se rapproche de son sens originel de « res publica » et nous pouvons donc fort bien l'admettre. De plus notre Constitution républicaine actuelle est fortement imprégnée d'esprit monarchique ce qui

Du flot de questions qui nous parvient par le biais de notre service minitel, nous extrayons quelques exemples qui montrent la diversité des préoccupations de nos correspondants.

facilite encore ce rapprochement.

● Pourquoi êtes-vous contre le quinquennat présidentiel ?

Le quinquennat réduirait la continuité, déjà insuffisante, dont nous disposons. Il détruirait la fonction arbitrale du chef de l'Etat car celui-ci ne parviendrait plus à se libérer du parti qui l'aura élu. Le Président deviendrait un super-premier ministre, très rapidement préoccupé par sa réélection. Ainsi c'est toute l'architecture de notre Constitution qui se trouverait détruite.

● Participerez-vous au débat sur la Révolution de 1789 ? En profiterez-vous pour dénoncer les crimes de la République ?

Pour nous, le bicentenaire de la Révolution doit être une occasion pour les Français de réfléchir sereinement sur une période-clé de leur histoire. En particulier se poser la question : pourquoi la Révolution qui avait commencé avec de si bonnes intentions et avec la participation du Roi a-t-elle dérapé pour aboutir à la Terreur ?

● Pensez-vous qu'il est souhaitable de donner le droit de vote aux immigrés ?

Dans leur grande majorité, les immigrés actuellement en France resteront définitivement dans notre pays. Nous pensons qu'il faut privilégier tous les moyens qui leur permettront de s'intégrer à notre société. Le droit de vote, au moins dans les élections professionnelles et locales (municipales) serait un facteur d'intégration indéniable surtout pour les générations les plus jeunes. C'est pourquoi nous sommes favorables à cette mesure. Quant à la « deuxième génération », celle qui est née en France, nous estimons que, sauf volonté expresse de la part des intéressés, elle doit bénéficier de la nationalité française et de tous les droits qui y sont attachés.

● Etes-vous partisans d'une défense européenne, ébauchée par la création d'une brigade franco-allemande ?

Pour qu'il y ait une défense européenne efficace, il faut que celle-ci soit nucléaire. Or la dissuasion nucléaire suppose l'unité politique de la décision.

Il faudrait donc que l'Europe se donne un seul responsable politique, ce qui n'est pas pour demain. Ce constat ne nous rend pas hostiles à une brigade franco-allemande, qui est symbolique de la bonne entente entre la France et la R.F.A. Mais il faut se garder d'attribuer à ce geste politique des vertus proprement militaires.

● Ne trouvez-vous pas qu'en général les monarchistes ne s'ouvrent pas suffisamment au monde extérieur et que la cause royale a tout à gagner si l'on confronte les idées royalistes avec toutes les autres ?

C'est très exactement le sens de l'action que mène la NAR : aussi bien dans notre journal que dans nos réunions, nous donnons la parole à des non-monarchistes pour faciliter cette confrontation d'idées. De la même manière nous participons régulièrement à la vie politique du pays (élections, etc) ce qui nous permet concrètement, sur le terrain, de mener des actions communes avec d'autres. Nous n'avons pas du tout chez nous l'idée de ghetto et nous sommes des citoyens actifs.

Le cadre des écrans de minitel ne se prête pas à de longs développements. Pour nos lecteurs qui voudraient en savoir plus, nous organisons une session d'information (voir page 11).

royaliste

SOMMAIRE : p.2: La curiosité des minitélites - p.3: L'austérité toujours - La magie du scrutin - p.4: Le gaullisme résiduel - p.5: Le dernier sommet - 6/7: La nation corse et l'Etatfrançais - p.8: Sous les bidons - L'Europe américaine - p.9: Un nihilisme achevé - p.10: Ciné beur - Le libre réactionnaire - p.11: Action royaliste - p.12: La question des valeurs

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Flou artistique

L'austérité toujours ?

S'il est encore trop tôt pour savoir ce que sera la politique économique du nouveau gouvernement, on peut cependant, à la lumière des premières mesures adoptées, affirmer qu'elle ne sera pas très novatrice.

En 1981, à peine constitué, le gouvernement Mauroy prenait, ou du moins mettait en branle, une série de mesures susceptibles selon le premier ministre, de relancer la machine économique. L'observateur attentif savait, ou peu s'en fallait, de quoi serait fait l'avenir immédiat en matière de politique économique. On allait nationaliser, créer des emplois dans le secteur public... Seuls quelques points d'interrogation subsistaient, concernant notamment une possible dévaluation du franc. De cet ensemble de mesures, on pouvait aussi déduire les conséquences à plus ou moins court terme. La mésestimation de la contrainte extérieure relancerait inévitablement l'inflation et accroîtrait notre déficit commercial.

INTERPRETER LES SIGNES

Aujourd'hui, près d'un mois après l'entrée en fonction de Michel Rocard, le secret reste bien gardé quant aux intentions du gouvernement. Faute de mesures concrètes ou de grandes lignes directrices, on doit se contenter d'interpréter certains signes. Apparemment l'austérité a encore de beaux jours devant elle.

Le conseil des ministres du 23 mai a cependant, pris quelques décisions, comme l'augmentation du SMIC (qui devait être été automatiquement accordée, suite à l'augmentation de 0,5 % des prix en avril), ou encore, l'adoption du revenu minimum - qui ne sera pas financé par l'impôt sur les grosses fortunes

puisque M. Rocard a d'ores et déjà annoncé qu'il n'y aurait pas de collectif de printemps (procédé par lequel il est possible de modifier la loi de Finance adoptée en septembre dernier).

Autre déduction logique: il ne semble pas que le franc soit dévalué. C'est du moins ce que l'on peut conclure de la décision de Pierre Bérégovoy, de baisser d'un quart de point les taux d'intérêt. Mesure qui trouve sa justification dans le nécessaire réconfort à apporter aux milieux financiers. La politique libérale teintée de rose de l'actuel ministre de l'Economie s'inscrit dans la continuité de la politique inaugurée lors de son premier passage rue de Rivoli. Enfin, pour donner un peu d'air à ses finances, le gouvernement paraît vouloir se défaire d'une partie du capital des entreprises dont il garde le contrôle, pour n'en conserver que 51 % des parts. Mesure très prudente puisque, dans la foulée, il aurait très bien pu aller jusqu'à 33,4 %, gardant ainsi la « minorité de blocage ».

Quid de la politique à mener pour résoudre le chômage ? Quid des mesures pour résorber le déficit extérieur ? Attendons, avant de juger, le résultat des élections législatives. Il existe toutefois un élément positif, qui réside dans la composition du gouvernement, c'est la nomination au ministère de l'Industrie de Roger Fauroux. Espérons qu'il aura les pouvoirs nécessaires pour mener à bien une politique industrielle digne de ce nom.

Patrice LE ROUE

Urnes

La magie du scrutin

Par la réforme du mode de scrutin, des millions de citoyens ne seront plus représentés. Est-ce normal et est-ce vraiment sage ?

Tous les sondages concordent: la logique du scrutin uninominal majoritaire à deux tours produira ses effets implacables. Le groupe parlementaire du Front national va disparaître et ce courant n'aura que très peu ou pas du tout de députés; le Parti communiste lutte pour son existence et ne devra ses sièges hypothétiques qu'à des opérations de sauvetage, et les formations d'extrême-gauche seront comme d'habitude absentes du Palais-Bourbon.

complètement détournée de cette formation.

Cet effacement d'un courant peut également avoir des conséquences négatives: d'une part, il renforcera le mépris pour la classe politique classique à qui l'on reprochera, non sans raisons, de vouloir régner sans partage. Ensuite, il y a risque que la disparition de l'extrémisme parlementaire ne favorise le développement de l'extrémisme dans la rue - dont nous avons eu l'avant-goût fin mai en Normandie et en Bretagne.



Beaucoup se réjouiront de la défaite des extrêmes, et ne verseront aucune larme sur l'absence des « marginaux ». Sans complaisance aucune pour le Front national et pour le parti communiste, nous estimons au contraire que c'est là une victoire illusoire, qui pourrait avoir des effets pervers. D'abord, sur le plan des principes, il n'est pas acceptable que près du quart des citoyens de notre pays ne soient pas représentés. Le combat démocratique ne saurait s'accommoder de ces tours de passe-passe et la seule véritable victoire sur le Front national aura lieu quand l'opinion se sera

La défaite du Front national aux élections législatives n'annonce pas la fin de ce mouvement. Les élections municipales sont proches, les européennes aussi et, dans ces deux consultations, le Front national peut manifester sans trop de peine sa capacité de séduire et de nuire - cela d'autant mieux que les partis de la droite classique sont dans un état lamentable.

L'extrémisme aura encore de beaux jours devant lui si aucune réponse politique n'est apportée à ce qu'il dit.

Sylvie FERNOY

1789

Lever l'ambiguïté

Après la disparition de Michel Baroin et d'Edgar Faure, présidents successifs de la Mission pour le bicentenaire, une situation d'attente s'était créée, en raison de la conjoncture politique. Elle vient heureusement de prendre fin avec la nomination de Jean-Noël Jeanneney. C'est là un choix heureux. Petit-fils et fils de deux grands serviteurs de l'Etat, le nouveau président est un historien de métier, auteur d'ouvrages remarquables dont l'un au moins, sur les rapports entre l'argent et la politique sous la 3ème République, fait autorité.

Malgré le travail accompli par ses prédécesseurs, le nouveau président aura une rude tâche. La préparation du bicentenaire est en retard et, surtout, on ne sait pas encore ce qui va être célébré et comment. L'année 1789 ou l'ensemble de la Révolution ? Sous l'angle commémoratif ou de manière prospective en insistant sur les droits de l'homme ? Il est grand temps d'apporter des réponses à ces questions qui pourraient se révéler très délicates si l'ensemble de la période révolutionnaire était célébré puisque, comme le dit François Furet, la Révolution peut être célébrée dans son commencement et dans son œuvre, non dans son déroulement.

Quelle que soit l'orientation retenue il importe au plus haut point d'éviter que la célébration du bicentenaire ne soit le prétexte d'affrontements anachroniques et passionnels entre « partisans » et « adversaires » de la Révolution. Le comte de Paris a souvent déclaré que la Révolution était faite et qu'il s'agissait maintenant de l'assumer dans un esprit d'unité. Avec Jean-Noël Jeanneney, nous ne doutons pas que cet état d'esprit prévaudra.

Y.L.

Témoignage

Le gaullisme résiduel

Mai 1958 - mai 1988. Il y a trente ans, notre adolescence s'ouvrait sur l'avènement de la Vème République. Nous fûmes ainsi quelques uns à nous définir comme des gaullistes de la 3ème génération, vite amenés à déchanter dès que M. Pompidou et les chiraquiens qu'il couvait en son sein eurent entrepris de saborder la « Nouvelle Société » dont nous rêvions.

On nous qualifia, avec quelques autres, de gaullistes de gauche. Curieux pléonasme qui tendait à montrer sur quel flanc allait se coucher un mouvement trop vite atteint par la gangrène du conservatisme U.D.R.

Trente ans après le retour de de Gaulle, le R.P.R. s'effondre sur une répression de type colonial à Ouvèa, et sur fond d'agitation qui n'est pas sans rappeler les menées factieuses des activistes d'Alger. C'est ainsi que la place de la Concorde fut transformée en « Forum » sous le prétexte de défendre une République que rien ne menaçait. Résultat: le 8 mai au soir, M. Chirac triomphe dans son rôle achevé de fossoyeur du gaullisme, et ce courant de pensée n'existe plus en tant que force politique. Pour un peu, nous nous en réjurerions: cette illustre référence n'a que trop servi d'alibi à toutes les dérives droitières, à toutes les opérations immobilières, financières ou électoralistes. L'amalgame entre gaullisme et R.P.R. est une imposture qui n'a que trop duré. L'image du gaullisme que le R.P.R. donne aux jeunes générations est irrecevable.

Puisque M. Chirac n'a jamais su remporter de victoire qu'aux dépens de son camp, dorénavant nous le regarderons en decoudeur avec son nouvel allié obligé, Le Pen, en supputant que cette fois il aura affaire à forte partie. Le paysage politique français va s'en trouvé recomposé de façon



■ **Quels disciples pour l'œuvre du Général ?**

salutaire. Nous abandonnerons donc à son candidat ravageur le gaullisme « résiduel » dont il continuera de se réclamer. Nous laisserons à d'autres le champ clos des affrontements manichéens, pervers et réducteurs qui ont si souvent conduit la France à être le pays malade de l'Europe. Nous les laisserons aux délices empoisonnés des stériles querelles entre gaullisme, socialisme et paléo-libéralisme sous l'œil goguenard

de Le Pen qui ne manquera pas de leur présenter la facture de ses services et de ses arbitrages.

Mais que devient le gaullisme dans tout cela ? Il devient témoignage. Il reste un fort courant de pensée qui continuera de peser sur l'essentiel: nos institutions, notre indépendance, la nécessaire participation des citoyens à la vie de la Cité, sans laquelle le monde moderne risquerait de perdre la mesure de l'homme. Il redevient l'espérance qui ne se laissera pas trahir par des spéculations personnelles et hasardeuses. Par chance, François Mitterrand, sensible à la continuité de la France dans son unité et sa cohésion, ayant su conquérir son indépendance et sa liberté à l'égard de tous (y compris les socialistes, ainsi que nous l'espérons) peut nous offrir un terrain de réflexion et d'action. Il s'agit d'œuvrer très vite pour que se dessinent les contours de la nouvelle majorité qui avec lui assurera la poursuite de ce qui a été entrepris en 1958. Les gaullistes y ont leur place. Il leur suffit de conserver la volonté de se faire entendre, fidèles à eux mêmes et à l'humanisme qui les inspire, indépendants dans leur démarche, toujours étrangère aux sollicitations politiciennes ou financières.

Monarchistes de cœur et de raison parce qu'ils savent ce que ce régime a fait pour le « bien commun », ils poursuivront leur combat pour l'homme aux côtés de la N.A.R. dans un Etat fort et soucieux de la justice sociale.

Guy LECLERC-GAYRAU

**Soutenez notre action
en adhérant à
La nouvelle action royaliste**

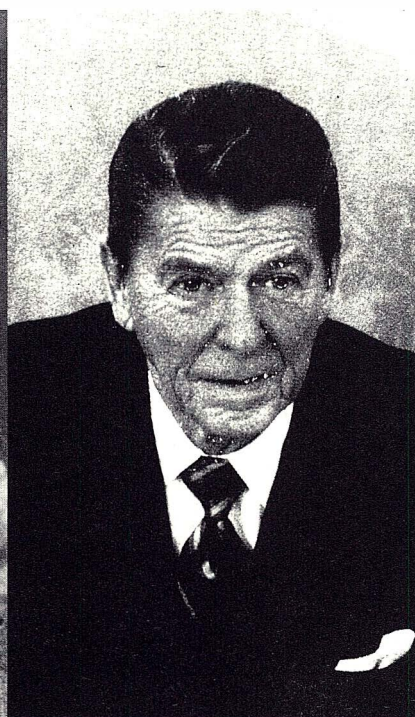
Le dernier sommet

Le dernier sommet, c'est d'abord le sien, la Gorbimania à l'Ouest fait oublier l'américanomania à l'Est. Reagan a réussi ce que seul un vrai conservateur peut réussir: il a imposé à sa droite la politique à l'Est; seuls cinq sénateurs républicains ont voté contre la ratification du traité FNI. L'anti-communisme ne fait plus recette. Il n'y a plus de «baddies». Gorbatchev l'a bien compris: il ne s'en prend plus à l'anticommunisme américain mais au sentiment d'être les bons, les meilleurs. Le terrain de la compétition s'est déplacé, Reagan a été l'homme de la transition. Son successeur sera le véritable rival de Gorbatchev. Dukakis ferait assez bien l'affaire.

Le dernier sommet, parce que, au-delà des apparences, la personnalisation est la moins forte. Au bout de tant d'années de tâtonnement Reagan a enfin autour de lui une équipe homogène avec une doctrine cohérente. Le souci de Gorbatchev est que la structure de relations qu'il a établie avec les Etats-Unis survive à Reagan, que le processus ne connaisse pas l'an prochain le hiatus qui succède à tout changement de président tous les quatre ans. La route a été longue. Les relations internationales ne doivent pas souffrir de la brièveté du mandat américain pas plus que de la glaciation due au trop long mandat des dirigeants communistes, un des arguments qu'il présentera pour sa limitation à la prochaine conférence du P.C. soviétique. La notion de sommet, son côté spectaculaire parce que rare et dramatique, disparaîtront comme c'est le cas entre chefs d'Etat et de gouvernement en Europe.

Le dernier sommet enfin, parce que les deux super-puissances en ont épuisé les effets majeurs. Les sommets se

Après l'ouverture à Genève, le faux-pas de Reykjavik, la signature à Washington, l'épilogue de Moscou conclut la pièce. La boucle est bouclée. Ronald Reagan a achevé sa tâche.



sont multipliés au cours des trente derniers mois non pas, comme on pourrait s'y attendre, parce que le monde a connu une phase spéciale de tension généralisée, mais au contraire parce que les choses ont tendance à s'arranger. La politique des sommets a été le reflet de l'état du monde caractérisé par une sorte d'essoufflement des conflits, ou plutôt d'hésitation devant les escalades guerrières. Nécessaire, cette approche au sommet n'est cependant pas suffisante. Elle a créé les conditions d'un règlement mais est incapable d'amener les termes mêmes de ces règlements.

On a constaté d'ailleurs au fur et à mesure des sommets un souci de plus en plus net, de la part des Etats-unis au moins, d'impliquer les Alliés, pratiquement nul au début, essentiel

après Moscou. Les sommets ne dessinent en effet qu'un cadre. Tout redevient possible à l'intérieur de ce cadre, mais rien ne se fera tout seul ou par les deux grands. Prenons le cas des conflits régionaux, L'Afghanistan est une fausse fenêtre, autant que l'Amérique centrale, dans «l'arrière-cour» des deux grands. A qui fera-t-on croire que pour le Cambodge, l'Angola ou les territoires occupés, l'Europe, la France, soient hors-jeu ?

On voudrait tout ramener à des questions de puissance là où précisément l'effet des sommets est inverse: substituer à l'usage de la force la force de la diplomatie. Les relations politiques l'emportent désormais sur les rapports de forces tout en continuant à s'inscrire dans ce

rapport qui ne disparaît certes pas par enchantement, elles ne se limitent plus à celles-ci mais gagnent en autonomie. Elles deviennent même l'élément déterminant du règlement, son instrument, et ceci quoique les termes sont eux des données de la situation telle qu'elle a toujours été. Or si les super-grands étaient théoriquement, et souvent pratiquement, aptes à agir sur les données, spécialement militaires, de la situation, il n'en va plus de même dans l'approche politique. L'Europe, et au premier chef la France, possèdent quelques clés diplomatiques qui peuvent dans chaque cas, mettre les choses en branle:

- la clé Sihanouk pour le Cambodge,
- une francophilie, et d'ailleurs francophonie, rares en Angola et au Mozambique, qui n'ont pu se marquer pour le moment que par le choix de Brazzaville pour le dialogue direct angolano-sud-africain, en dehors des deux grands conduits à «ramer» à Londres et à Lisbonne,
- la clé méditerranéenne et arabe pour les territoires occupés, quand on a vu l'effet immédiat auprès des Palestiniens de la proposition Craxi de tutelle de la C.E.E. sur la Cisjordanie et Gaza, irréaliste comme telle mais «instrumentale» pour provoquer à une conférence internationale ou à une offre de garanties dans une phase transitoire.

L'Italie dans ce cas, comme la R.F.A. en Europe, ont compris qu'il y avait de nouveaux espaces politiques «libérés» par la politique des sommets et qu'il leur revenait de les occuper s'ils en ont les moyens. Avis aux amateurs. L'important n'est plus ce qui se passera pendant les sommets mais en dehors, chez nous et autour de nous.

Yves LA MARCK

La nation corse et l'Etat français

Depuis peu - est-ce en prévision du rendez-vous de 89 ? La République française révisé sa conception de la démocratie: la volonté générale - quantitative - traduite par le suffrage universel ne serait plus la seule pierre de touche de l'Etat de droit. C'est ainsi que l'on a entendu le Président lui-même mettre en garde contre « la force injuste de la loi » majoritaire à propos de la Nouvelle Calédonie, et Lionel Jospin, encore secrétaire général du Parti socialiste, affirmer que le critère de la démocratie était nécessairement le respect des minorités.

La question corse, trop longtemps éludée ou travestie, se posera dorénavant dans ces termes: y a-t-il, sur cette île méditerranéenne, une nation particulière, ou n'est-ce qu'une excroissance de la Nation française où tous devraient se fondre dans une seule et unique identité ?

UNE PERSONNALITE VIVANTE

Trop longtemps dénaturée, schématisée à l'extrême, la question corse doit être abordée dans sa réalité: comme le dit le comte de Paris il y a une nation corse qui entend affirmer son existence dans l'ensemble français. C'est selon cette vérité à la fois traditionnelle et moderne qu'une relation paisible et juste peut encore s'instituer.

Presque toute l'histoire témoigne de la spécificité du destin corse. Cette île insaisissable échappe successivement à Pise, Gênes, aux féodaux toscans et romains mandatés par le Pape, à Aragon, et même à l'Angleterre... Tant de fois colonisée, tant de fois rebelle et inassimilable, elle est politiquement si divisée qu'elle ne se hisse au rang d'Etat indépendant que pour quelques années, sous la conduite d'un chef exceptionnel, Pascale Paoli, au moment où la France, au Traité de Versailles du 15 mai 1768, l'achète à Gênes. Mais il lui faut encore deux ans pour la conquérir, les armes à la main...

Les Corses participeront dès lors à bien des aventures fran-

çaises. Cependant, fidèle à sa langue, à sa culture orale, à ses coutumes familiales, religieuses, fortement entées sur ses traditions à la fois communautaires et conflictuelles, la Corse n'a cessé de tenir le même langage à ses protecteurs. De la première consultation démocratique de son histoire - les Cahiers de doléances de 1789 - aux derniers manifestes nationalistes de l'U.P.C., elle ne demande pas une indépendance mythique mais une suffisante autonomie pour sauvegarder son être et vivre son appartenance au pays tutélaire comme une alliance voulue et consentie.

Dès 1920, les frères Rocca résument leur espérance en termes politiques irrécusables: toute l'identité des Corses ne peut être contenue dans la définition d'un département français. Ils sont une nation dont l'histoire, la langue, les traditions exigent un avenir propre, qui ne demande encore qu'à s'inscrire dans celui de l'ensemble français.

Et lorsqu'au lendemain de la dernière guerre, une génération se lève pour réagir contre l'hémorragie des hommes, l'abandon du pays au maquis et à la friche, l'accaparement des fonctions économiques par des non-Corses, l'utilisation des relais du clanisme pour manipuler l'expression politique, le mépris de la langue exclue de tout enseignement, c'est naturellement que ces hommes se regroupent au CEDIC (Centre d'Etudes et de Défense des Intérêts Corses) pour retrouver les sources de ce qu'ils nomment leur « ethnicité » commune.

Depuis, à travers l'ARC (Action Régionaliste Corse, puis Azzione per a Rinascita di a Corsica) dont les porte-paroles furent le plus souvent Max et Edmond Siméoni, et jusqu'à sa dissolution par le gouvernement Chirac-Poniatowski en 1975 à la suite de la fusillade d'Aléria,

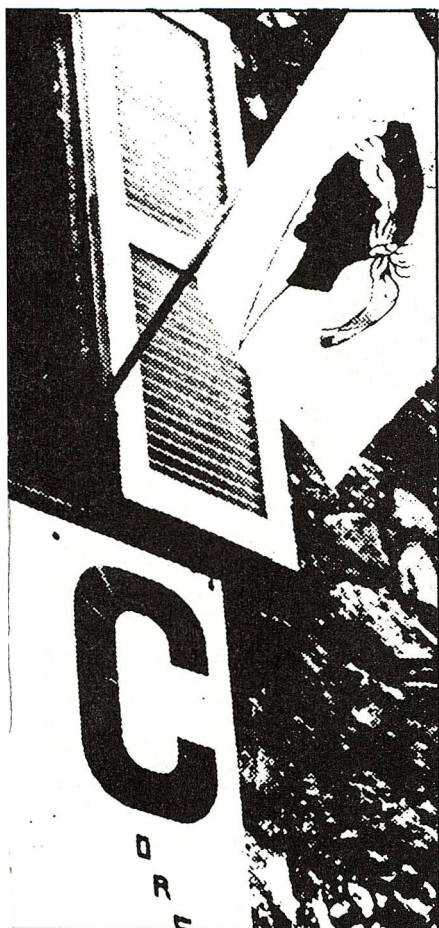


■ Permanence de l'ARC avant sa di

leur pensée n'a cessé de mûrir et de préciser le défi lancé à la République.

« Je suis un nationaliste corse... J'ai le sentiment d'appartenir à un peuple qui a une histoire, une langue... comme tout ce qui vit et a droit à la Vie... L'Etat-Nation français doit donc... reconnaître le Peuple corse et lui donner des garanties pour son avenir » (Max Siméoni, le 19 août 1973 dans Arriti).

Cette distinction réitérée entre la nation, dont l'existence est une donnée première, non-négociable, et à citoyenneté dont on se reconnaît par contrat d'allégeance, est fondamentale de ce « droit des gens » que les démocraties modernes ont tant de mal à prendre en compte.



lution.

Elles ne savent y répondre que par le «tout-ou-rien» du référendum majoritaire qui, paradoxalement, comme on le voit à l'heure actuelle tragiquement, poussent les plus actifs vers l'indépendantisme, faute d'avoir reconnu en eux des interlocuteurs.

LA VIOLENCE EN DECOULE

La Corse n'en fut pas épargnée. Mais il faut dire combien les séries d'attentats, au besoin stimulés, ou simulés, par les sbires appointés des réseaux policiers «Francia» et autres crapules, ont servi au pouvoir central pour éluder le problème qu'il craignait d'affronter.

L'amalgame entre les autonomistes politiques et les poseurs de bombe, l'assimilation de cette protestation violente - même si elle demeura longtemps soucieuse de ne s'en prendre qu'aux biens - à un «terrorisme fondamentaliste», voire à un simple banditisme sans contenu politique, a été la stratégie constante de la droite jacobine au pouvoir.

Et c'est par cette persévérance dans l'erreur, voire dans l'injustice (détentions arbitraires ou préventives sur plusieurs années sans jugement: cas de Felice Tomasi, arrêté et inculpé depuis 5 ans et 2 mois pour des faits qu'il nie sans perspective d'être jugé...) que l'ex-FNLC est passé récemment à un cycle d'action terroristes dures qui a coûté la vie à plusieurs gendarmes.

Ni les rodomontades du ministre de l'Intérieur, ni les appels à délations vénales n'ont permis de rompre les solidarités secrètes qui protègent les tueurs clandestins. Et cela, alors même que la population dans son ensemble est hostile à leur aventure désespérée.

Cependant, un processus politique ouvert sur l'avenir avait été amorcé en 1982, quand le

trouvèrent leurs habitudes serviles à l'égard du pouvoir central. **Libération** titrait à raison le 24 novembre 1987: «*Jacques Chirac chouchoute la Corse et ses élus*». Et Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR président de l'Assemblée) joignait sa voix à celle de François Giacobbi (Gauche Démocratique) pour dire leurs «espérances dépassées». Leurs espérances de Corses était de fait et à nouveau ramenées à de confortables perspectives électorales... dont il faut parler.

LES ESPÉRANCES DEÇUES

Entre les deux tours de l'élection présidentielle, Arritti, organe hebdomadaire de l'UPC (Union di u Populu Corsu) qui, avec Cuncolta Naziunalista, se partagent l'action politique des autonomistes), publiait des lettres ouvertes aux deux candidats restés en lice. A Jacques Chirac, Max Siméoni dressait le tableau de sa politique en Corse:

«*Elle se traduit par une éco-*

«Comme par le passé, mais de manière différente la France continue d'être un ensemble de nations tantôt inscrites dans la géographie, tantôt fondées sur une mémoire fidèle à l'origine. Il y a ainsi une nation canaque, une nation corse, une nation maghrébine, comme il y avait autrefois des nations picardes et normandes. La tâche pluriséculaire de l'Etat a été de les reconnaître, de les associer, de les intégrer souplement dans la communauté française».

Henri, comte de Paris - Février 1988

Parlement français avait voté un statut particulier pour la Corse: l'assemblée de l'île voyait s'offrir à elle les latitudes nécessaires à l'élaboration d'une politique adaptée - politique culturelle, d'aménagement du territoire, clarification des luttes électorales par l'arrivée d'élus autonomistes acceptant de jouer le jeu des nouvelles institutions.

Faute de moyens matériels, puis en raison du mépris que l'Etat témoigna pour les décisions de l'assemblée, les espoirs refluerent, et les majorités radical-socialistes qui, de droite et de gauche, se partagent en clans quasi interchangeables, re-

nomie insulaire en état d'asphyxie et d'agonie, un taux de chômage inacceptable, la menace du choc de l'Europe sans aucune préparation, une attitude soupçonneuse et hostile vis-à-vis de la culture et de la promotion de la langue corse, l'impuissance de ceux qui se réclament de vous à faire fonctionner correctement les institutions régionales. Leur réponse unique: une répression policière face aux violences politiques dont les causes nécessitent des approches politiques...»

A François Mitterrand, l'interpellation est plus nuancée: «*Votre élection avait suscité un grand espoir... Vous aviez pour*

l'île un projet... les vocables de «peuple corse», d'«autonomie interne», et de «colonialisme» ne vous effrayaient pas. La «période de grâce» ne dura guère et la déception lui fit suite... L'échec du Statut particulier est aujourd'hui patent...»

Mais aux deux candidats, Siméoni se refuse à réclamer les actes politiques majeurs qui font tout le programme de son mouvement: «*ni le bilinguisme, ni la reconnaissance institutionnelle du Peuple corse, ni la corsification des emplois, ni la fin de la dépendance totale de l'île ou celle de la spéculation foncière néo-colonialiste...*». Ce qu'il exige est clair, élémentaire au point d'en paraître insensé: «*c'est de rétablir une règle du jeu démocratique loyale*», c'est-à-dire de combattre enfin la fraude électorale. A-t-il été entendu ?

LA DEROBASSE

En Corse, pour ces élections législatives, le P.S. local, sur les ordres de Paris, a dû à contre-cœur s'effacer partout pour «ouvrir» la voie à quatre candidats: A Sartena, un MRG, apparenté PS, ex-activiste de l'Algérie française, à Ajaccio, Nicolas Alfonsi, député sortant, MRG-PS, fils et petit-fils de députés, à Corte, Paul Giacobbi, fils du Président du Conseil Général et 4ème génération politique du même clan, enfin à Bastia, Emile Zucarelli, fils du maire avec qui il est, depuis 86, directement impliqué dans la falsification des bordereaux de l'élection législative; instruction bloquée depuis lors... Appeler cela l'ouverture ?

Triomphe du clanisme et du jacobinisme parisien, consécration de la magouille, du jeu des procurations (plus de 25% des votants dans certains coins !), qui reconduisent la Corse à son statut particulier de terre servile.

Ce qu'il ne fallait pas faire. Et qui ne sera pas accepté.

Nous n'avons sans doute que quelques mois, au plus quelques années pour réparer, en confiant l'avenir de la Corse à des hommes debout qu'il serait de l'honneur de la France d'avoir su reconnaître et s'associer.

Luc de GOUSTINE

Espoir

Sous les bidons

La crise économique mondiale n'a fait qu'aggraver la misère dans les pays du tiers-monde et notamment dans les bidonvilles. Pourtant des solutions existent.

Noël Cannat n'est pas un touriste. Quand il visite la Chine c'est en « classe dure » par le train, par le bus et en vélo. Quand il débarque à Manille, c'est pour visiter les squatters, en Inde les habitants des bidonvilles, au Bangladesh les paysans sans terre et, à Mexico, les dépôts d'ordures exploités par de pauvres chiffonniers fermement tenus en main par les « caciques ». Noël Cannat a fait trois tours du monde (1954-56, 1967, 1983) qui lui ont permis de constater un accroissement constant de la misère dans des pays que l'on disait pourtant « en voie de développement »...

Partout il s'est fait des amis qui sont des responsables d'organisations charitables souvent chrétiennes, ou de coopératives autogérées, ou d'autres expériences pour tenter de venir en aide aux plus pauvres. Au bout de longues années d'observation, d'écoute, d'échanges de lettres, le sociologue s'est fait son idée sur les causes de la progression de la misère.

Le fruit de ses observations est le livre qu'il publie aujourd'hui. On songe au *Le Play* d'« Ouvriers des deux mondes » pour la précision et pour l'exotisme, et aussi pour certaines réflexions. « *La Thaïlande est une dictature militaire avec deux garde-fous: le bouddhisme et la monarchie* ». Mais il est prêt à reconnaître tout aussi bien la sagesse de tel gouvernement communiste au Bengale occidental. Homme d'écoute avant tout, Noël Cannat est le plus souvent le reflet de la vision du monde des gens qu'il interroge, cela lui vaut par exemple de

partager une vision très chinoise de l'histoire de la Chine, mais le prémunit de se laisser attraper durablement par un quelconque discours idéologique.

De la multitude de ses observations il a su tirer une leçon générale qui n'est pas celle d'un théoricien pur, mais celle venue de l'expérience. La constatation majeure est que le développement n'est pas forcément compatible avec la croissance économique. Paradoxe pour les libéraux que nous sommes tous peu ou prou devenus ! Pourtant les faits sont là: l'épuisement rapide des matières premières, l'endettement financier extraordinaire, l'exode rural et la fuite des cerveaux affectent des pays qui ont pourtant connu de fortes « croissances ». Quelques tentatives de développement menées d'une façon différente, moins violente, amènent à la deuxième constatation: d'autres voies étaient - sont - possibles.

Et cela même pour les plus pauvres (c'est l'objet de l'enquête): les habitants des bidonvilles qui, du Brésil au Philippines en passant par le Maroc, prolifèrent. Comment ? C'est ce qu'explique dans le détail ce livre avec un esprit véritablement positif. Convoquant René Girard et François Perroux, Noël Cannat développe une conclusion sur les aspects positifs et négatifs de l'aide extérieure, une conclusion qui semble évidente, et qui est pourtant en contradiction avec ce qui se fait le plus souvent.

Frédéric AIMARD

Noël Cannat, *Sous les bidons*, la ville, L'Harmattan, 1988, 252 pages: 130 F.

Messager

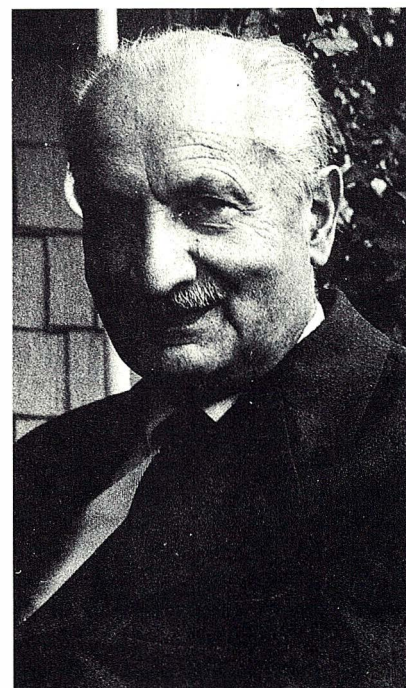
L'Europe
«américaine»

A quoi bon l'Europe, si elle continue d'être soumise au processus d'américanisation qui détruit son identité ?

Voici un an, nous avons salué chaleureusement la naissance du *Messager européen*, et dit toute la sympathie que nous éprouvions pour le projet annoncé par cette revue: face à la crise de la culture, contre la toute-puissance technicienne, affirmer l'unité essentielle de l'Europe aujourd'hui politiquement déchirée, et reconstituer ainsi une vraie communauté européenne - au sens premier de république des esprits.

La deuxième livraison de cette revue que dirige Alain Finkielkraut comble l'attente imposée par le rythme annuel de publication. Engagé en juin dernier, le débat sur Heidegger, maintenant devenu d'une brûlante actualité, est repris, prolongé et porté au-delà des polémiques trop faciles. Elisabeth de Fontenay reprend la question du silence du philosophe allemand sur le génocide, Robert Legros s'interroge, à partir du livre de Victor Farias, sur le romantisme de Heidegger et son lien avec l'idéologie nazie, et un entretien du philosophe tchèque Patocka apporte une dernière contribution au riche dossier rassemblé.

L'autre partie de la revue concerne l'américanisation, qui n'est pas sans lien avec la philosophie de Heidegger puisque celui-ci a fortement souligné « l'arrondissement » du monde par la technique. De cet ensemble de textes, et faute de pouvoir tous les évoquer, on retiendra celui de Vaclav Belohradsky, philosophe tchèque disciple de Patocka, qui décrit « la modernité comme passion du neutre ». L'américanisation dont l'Europe est victime n'est pas le résultat d'un complot de



■ Heidegger : la poursuite d'un débat.

l'impérialisme yankee mais la soumission à la technique, qui domine tout particulièrement les Etats-Unis. Or le piège de la technique est de se présenter comme neutre, alors que sa puissance détruit le réel. Au contraire, « la figure de l'Europe se dessine en relation avec celle d'une fidélité extrême (et désespérée) à la question de l'origine, à la différence entre la réalité et l'image, à la théologie de l'icône, en relation avec la nostalgie de l'authentique ». Sauver l'Europe impliquerait la décision « d'émanciper le politique... de cette soumission à la neutralité commandée par les experts ». Nous voici loin du Grand Marché mais au cœur de la question européenne...

Yves LANDEVENNEC

Le *Messager Européen*, n°2. Editions P.O.L.: 129 F franco.

Un nihilisme achevé

Lucien Sfez



Communiquer semble être le propre de l'homme et il apparaît qu'il vit toujours plus dans et de cela. DANS l'univers des techniques qui l'informent jour et nuit par l'image et par le son. DE ces techniques puisque, aux Etats-Unis, 60% des emplois dépendent des activités de communication. Et même SELON cette visée «communicationnelle»: comme les entreprises, les hommes politiques soignent leur image de marque, gouverner signifie souvent la mise au point d'un discours et la mise en scène des actes, et les échecs électoraux sont ordinairement attribués à des «problèmes de communication».

Ces observations simples alimentent depuis longtemps les polémiques. Après la dénonciation de l'Etat-spectacle, des perversités de la télévision et des manipulations publicitaires, la nouvelle vague libérale a vanté les charmes et les avantages de la société de communication, en s'exposant à de dures répliques. Débat sans fin, sans doute voué à sombrer dans la répétition vaine jusqu'à ce que Lucien Sfez vienne préciser la nature et les enjeux d'un problème qui dépasse, sans les méconnaître, les classiques recherches sur le pouvoir des media et le rôle des ordinateurs.

PARADOXE

L'objet de l'interrogation, c'est la technique en tant que telle, le discours qui prétend la décrire (technologique au sens vrai), et le projet d'intention scientifique auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. Sans doute, toute société utilise des moyens techniques, mais c'est dans la modernité que la technique a pris son autonomie et tend à définir l'identité collective: «on croit au progrès technique, car il se rend visible et qu'on peut le toucher du doigt». Aussi la technique est-elle devenue une fin en soi qui, telle Frankenstein, a échappé à son créateur pour vivre sa propre vie de double fascinant et inquiétant. Au langage humain répondent les machines à communiquer, à l'activité de l'esprit celle de l'intelligence artificielle. Pour plus de lucidité, de connaissance, de fraternité ? Là est l'illusion. Nous croyons nous rapprocher de l'autre et résoudre nos problèmes par l'accumulation des techniques alors que la frénésie de communication est le résultat d'une faillite politique et sociale. Fortement intégrées, les sociétés antiques et chrétiennes ne se posaient pas la question de la communication, alors qu'on ne parle jamais autant de celle-ci «que dans une société qui ne sait plus communiquer avec elle-même, dont la cohésion est contestée, dont les valeurs se délitent, que des symboles trop usés ne parviennent plus à unifier».

Tel est le paradoxe d'une communication où rien n'est communiqué et d'une technologie qui, dissertant sans fin sur elle-même, ne fait que recouvrir un vide. Ce constat sociologique a été formalisé par Von Foerster qui démontre que «rien n'est (ne peut-être) communiqué» puisque notre sensibilité ne peut être partagée par un autre. Faute de pouvoir résoudre ce paradoxe il faut s'y installer, à moins de fonder sa relation à l'autre (incertain) et à la réalité (douteuse) dans un principe extérieur et supérieur, dans un Dieu créateur.

Dans une société sans transcendance, la communication qui en tient lieu est destinée à tourner en rond, selon sa logique solipiste et délirante. Pour comprendre cette folie, il faut se souvenir que toute société mêle et oppose deux modalités de la relation sociale - l'une représentative (celle du député, ou du prêtre qui, dans sa situation singulière, représente l'universel) et l'autre

expressive (celle de l'artiste qui dit le monde selon son génie personnel). Or la communication aboutit à une confusion totale: «on ne prend plus le réel comme représenté. Le réel n'est pas non plus ce qu'on a inventé sous ce nom en l'exprimant. Dans le tautisme, on prend la réalité représentée pour la réalité exprimée». Ainsi les sondages électoraux, qui prétendent exprimer une réalité tout en transformant la représentation politique. D'où l'inutilité de la critique pointilliste d'une technologie qui a su se rendre infalsifiable. La communication opère en circuit fermé, annonce cependant qu'elle englobe la totalité du réel et n'a pourtant de référence qu'en elle-même: tel est le «tautisme» qui évoque à la fois l'enfermement autistique, la visée totalisante sinon totalitaire et le raisonnement tautologique.

DELIRE

De ce délire formel procède un délire en acte. Aux Etats-Unis, Lucien Sfez a rencontré les pères fondateurs de la nouvelle science, qui prend l'allure d'une religion. Pour Simon, «l'homme doit avoir pour modèle l'ordinateur digital» et la machine, grâce à l'intelligence artificielle, ressemblera de plus en plus à l'homme. Pour Minsky, «la seule vraie philosophie commence avec l'ordinateur. Avant il n'y a rien». Pour Don Norman, «l'homme est un mécanisme de procès d'information construit sur un substrat biologique»... Ces quelques citations ne donnent qu'une faible idée du projet de ces gourous qui voudraient réduire l'homme à un système et faire en sorte que les questions qu'il se pose ne soient plus que des problèmes que la technique peut poser et résoudre. Avec rigueur et clarté, Lucien Sfez présente et discute chacune de ces thèses et montre comment elles s'intègrent dans la science cognitive dont on parle depuis peu d'année en France mais qui a pris aux Etats-Unis figure de religion.

Le cognitivisme recouvre toutes les approches du domaine mental - biologie, linguistique, philosophie, logique - et se présente comme la Connaissance de toutes les connaissances. Mais cette science est elle-même tautologique puisque son discours repose sur une hypothèse dont le caractère fictif a été oublié et qui tient pour prouvé ce qui est seulement décrit. Avec la cognitive, il ne s'agit plus de prophétiser banalement la société informatisée mais de s'adorer soi-même sous les espèces d'un ordinateur.

A cette nouvelle idéologie, à cette théologie perverse, que peut-on opposer ? Chemin faisant, Lucien Sfez incite à découvrir ou à relire les meilleurs critiques de la société technicienne (Jacques Ellul, Jurgen Habermas, Pierre Legendre), présente des thérapeutes (Henri Atlan, Pierre Livet, Yves Barrel) et oppose au délire technologique une solide pensée fondée sur la prise au sérieux de la parole, sur la recherche inlassable du sens, sur sa constante interprétation. Portés à l'extrême pointe de la modernité, en mesure de la mieux comprendre grâce à un remarquable travail d'exposition et de clarification, nous voici désormais capables de faire face à ce nihilisme achevé. Cette somme critique, ici à peine effleurée, ne devrait pas quitter la table de ceux qui essaient encore de gouverner.

B. LA RICHARDAIS

Critique de la communication. Le Seuil. Collection Empreintes dirigée par Jean-Pierre Dupuy et Jean-Claude Guillebaud: 178 F franco.

Triptyque

Ciné beur

De tout temps, le cinéma a été un facteur d'intégration culturelle. Ainsi, au début du siècle, aux Etats-Unis, alors qu'il n'en était qu'à ses premiers balbutiements, il joua un rôle primordial dans l'intégration des populations immigrées de fraîche date.

Par la suite ces nouveaux venus ont eux-mêmes contribué à l'essor du cinéma américain, mais aussi, par leur manière sensiblement différente d'aborder certains sujets, à son renouvellement. En France, aujourd'hui, Medhi Charef, cinéaste «beur», s'affirme par son esthétique, comme le digne successeur d'une longue lignée de cinéastes français: ceux du réalisme poétique des années 30 et des meilleurs réalisateurs de la «Nouvelle vague».

Cette filiation était évidente dans «Le thé au harem d'Archimède», le premier film de Medhi Charef dont la fin n'est pas sans rappeler celle des «400 coups», de François Truffaut. Comme si par cette citation cinématographique, Charef éprouvait le besoin de se positionner. Dans «Camomille», ce genre de référence explicite n'est plus nécessaire: Medhi Charef inscrit d'emblée son film dans l'imaginaire propre au cinéma français, et peut dès lors se consacrer entièrement à son sujet.

Une jeune droguée n'éprouve plus aucune raison de vivre et

souhaite en terminer rapidement dans un ultime «shoot». Malheureusement pour elle, elle fait la rencontre d'un «prolo ringard» qui tombe amoureux d'elle et fait tout ce qui est en son pouvoir pour lui redonner le goût de vivre. Il ne s'agit pas d'un film sur la drogue mais d'une histoire d'amour de notre temps, admirablement interprétée par de jeunes acteurs prometteurs.

L'immense mérite de ce film plein de vie et d'espérance, réside dans le fait que ses personnages existent par leurs actes, et non pas, comme trop souvent dans le mauvais cinéma, par leur psychologie rudimentaire et de longs dialogues superficiels.

On peut toutefois reprocher à Medhi Charef d'ériger en système la marginalité, qui constitue le thème central des trois films qu'il a réalisés. Il serait dommage qu'il réduise son inspiration à cette seule dimension.

Nicolas PALUMBO

Camomille de Medhi Charef, avec Philippine Le Roy-Beaulieu et Rémi Martin.

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR.NAR

Léon Daudet

Le libre réactionnaire

Léon Daudet fut incontestablement un personnage hors du commun, qui cherche pourtant encore son biographe.

D e son vivant il fut adulé ou exécré avec la même violence. Le temps a passé mais les passions ne semblent pas s'être apaisées, du moins celles des historiens. En témoignent les pages foncièrement injustes que vient de lui consacrer J.-P. Clebert (1). Celles plus nuancées dans l'expression de l'admiration, publiées par Eric Vatré (2), n'infirmant pas cette constatation.

Ce «Léon Daudet» s'appuie sur de longs commentaires de textes pour expliquer, par ses écrits, le cheminement intellectuel du fils d'Alphonse, qui de farouche républicain athée deviendra un royaliste sans faille ni doute et un fils soumis - non à l'autorité du Pape - mais aux dogmes du catholicisme.

Est-ce le résultat de la méthode employée par l'auteur? Daudet débité en tranches: romancier, parlementaire, gourmand, philosophe, voyageur... mais ce livre peu structuré ne se lit pas avec le plaisir qu'on pouvait en attendre. On éprouve l'impression de revivre sans cesse, à longueur de chapitres, les mêmes événements souvent compliqués. De plus, est-il trop sévère de dire que, pour parler de Léon le flamboyant, le truculent, Eric Vatré nous offre un style qui aurait tout aussi bien convenu pour une biographie de Daladier?

Reconnaissons, pour être juste, que les passages intéressants, de mêmes quelques notations particulièrement bien venues, ne manquent pas. Ainsi sur Drumont, l'un des maîtres de Daudet: «thème central de l'œuvre de Drumont, l'antisémitisme finit par obnubiler l'homme et son public. Drumont s'est emmuré dans cette bâtisse



sans ménager d'issue politique. Il a consenti, au fil des années, à se laisser ranger du côté conservateur, pour une question de clientèle». Ou encore sur les qualités de visionnaire de Daudet lui-même dont Vatré a su retrouver tant d'exemples: «l'utilisation politique des hôpitaux psychiatriques deviendra une institution d'Etat», c'était écrit dans *Les Morticoles*, en 1894...

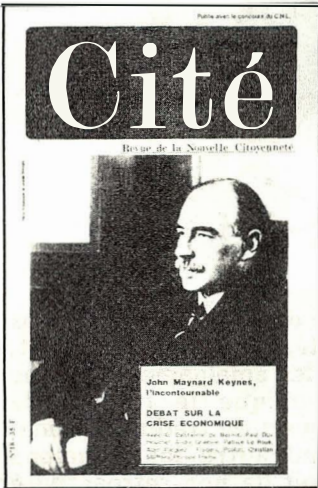
Pour finir, nous ne doutons pas que certains trouveront un intérêt aux analyses de l'auteur, mais une chose est certaine: la biographie de Léon Daudet reste à écrire.

Michel FONTAURELLE

(1) J.-P. Clebert, *Les Daudet*, cf notre étude dans le «Lys Rouge» n°38 (prix franco: 25 F).

(2) Eric Vatré, *Léon Daudet ou le libre réactionnaire*, France-Empire: 120 F.

MERCREDIS DE LA NAR



Dossier
économie

Le N°18 - juin 1988 - de la revue « Cité » (72 pages) est consacré à un dossier sur l'économie :

- Du libéralisme économique en France (Alain PARGUEZ)

- Table ronde sur la crise
avec G. DESTANNE DE BERNIS, Paul DUMOUCHEL, André GRJEBINE, Christian STOFFAES

- Les métamorphoses de la valeur selon G.-H. de Radkowski (Philippe TRAINARD)

- La théorie du circuit et la condamnation du libre-échange (Frédéric POULON)

Dans ce n° 18 on pourra lire de plus les articles suivants :

- Voyage : un flâneur à San-Francisco (Michel FONTAURELLE)
- Forum : Charles Maurras a-t-il lu Auguste Comte ? (Emmanuel LAZINIER)

BULLETIN DE COMMANDE

Nom :

Adresse :

☐ s'abonne pour 4 n° (125 F)

☐ commande le n° 18 (35 F)

Versements à l'ordre de « Cité »
CCP 23 982 63 N Paris

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 8 juin - Editeur et romancier Jean-Claude GUILLEBAUD fut aussi pendant dix ans grand reporter, en particulier pour le journal « Le Monde ». Du Biafra à Israël en passant par le Viet-Nam et le Pakistan, il a bourlingué partout, tout vu, tout noté. Cette situation de « grand témoin » est-elle incompatible avec les convictions politiques qu'il s'était forgées en Mai 68 sur les barricades ? Un journaliste peut-il aussi être « engagé » ? Tel sera l'objet du débat qu'il viendra animer.

Mercredi 15 juin - La communication ! Concept magique, mode envahissante, nouvelle science et liturgie du siècle à venir : la communication sauvera nos sociétés. Tel est l'axiome que Lucien SFEZ a entrepris de démonter, par une exploration systématique et une critique radicale, dans son dernier livre « Critique de la communication ».

Lucien Sfez est professeur en sciences politiques à l'université Paris IX-Dauphine. Ses précédents ouvrages ont largement contribué à la science politique moderne.

Mercredi 22 juin - L'œuvre d'Heidegger a très profondément marqué la pensée philosophique moderne. On découvre, ou l'on redécouvre, aujourd'hui que le philosophe a été séduit par plusieurs aspects de la doctrine nazie et certains n'hésitent même pas à parler de complicité. Comment une génération entière d'intellectuels a-t-elle pu rester aveugle devant ces faits ? Voilà l'objet du dernier livre de Luc Ferry et d'Alain Renaut « Heidegger et les modernes » que Luc FERRY viendra nous présenter.

Session

Découvrir la N.A.R.

Par le biais du journal ou grâce à notre service minitel de très nombreuses personnes ont, ces derniers mois, fait connaissance avec la Nouvelle Action Royaliste. Nous souhaiterions leur donner l'occasion de mieux nous connaître et, pourquoi pas, de s'engager plus à fond à nos côtés.

Si l'on en juge par le nombre de questions qui nous sont posées par le canal de notre service minitel ou plus simplement des « demandes de documentation » qui nous parviennent, nos nouveaux lecteurs sont non seulement nombreux mais encore très désireux d'en savoir plus sur notre mouvement. Pour répondre à ce besoin nous organisons, spécialement à leur intention, une session de deux jours en Bretagne les 3 et 4 septembre prochains.

Cette session, animée par Bertrand Renouvin, permettra d'aborder toutes les questions et laissera une large place au débat.

Sur le plan pratique, la session aura lieu dans notre maison de « La rue des aubiers » à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Rennes. Les repas et le logement sont prévus sur place (prix total 150 F pour les deux jours : repas et logement).

L'organisation d'une telle session n'est possible que si nous connaissons à l'avance le nombre de participants. Aussi nous demandons à toutes les per-

sonnes intéressées de nous signaler sans tarder leur désir de prendre part à cette session pour laquelle nous leur enverrons, par retour, une documentation complète.

Numéro spécial

Comme tous les ans « Royaliste » suspendra sa parution pendant le mois d'Août. Le dernier numéro à paraître avant les vacances (daté du 8 juillet) sera un numéro spécial vacances spécialement conçu pour nos nouveaux lecteurs. Nous souhaitons que nos lecteurs habituels contribuent à son succès. Ce numéro sera vendu au prix de 15 F, mais nous avons établi un tarif dégressif pour permettre une très large diffusion :

5 ex. : 60 F - 10 ex. : 100 F
- 20 ex. : 180 F - 50 ex. : 350 F

Afin de nous permettre d'ajuster le tirage, nous vous demandons de passer vos commandes dès aujourd'hui.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Les valeurs en question



La disparition du groupe parlementaire de Jean-Marie Le Pen ne mettra pas fin à la dangereuse séduction qu'exerce le président du Front national. Au lieu de se réjouir d'une fausse victoire, il faut s'interroger sans relâche sur les causes d'un mouvement qui assombrira longtemps encore notre vie politique.

Dès ses premiers succès, nous avons dit que ce courant n'était pas seulement xénophobe mais exploitait aussi la nostalgie des «valeurs traditionnelles». De fait, pendant la campagne présidentielle, le thème des valeurs a agité les formations de droite mais, comme d'habitude, dans un médiocre désir de récupération électorale. Il faut au contraire prendre au sérieux cette recherche des valeurs, afin d'éviter qu'elle ne se fourvoie dans de tragiques impostures. Nul doute en effet que la requête soit légitime: la société moderne brouille les repères et tend à effacer les références communes, les lois de la compétition créent un sentiment d'insécurité et aggravent le chômage, l'affaiblissement ou la disparition de communautés protectrices - qu'il s'agisse de la famille, de l'église catholique ou du parti communiste - augmentent le désarroi.

SEDUCTION

Lorsque le présent déçoit, lorsque l'avenir paraît plus sombre encore, il est tentant de suivre ceux qui annoncent la renaissance des communautés et des valeurs perdues. La séduction qu'exerce Jean-Marie Le Pen tient à ce désir d'être à nouveau intégré dans une totalité riche de sens, à cette nostalgie d'une société unifiée et paisible, pure de toute contamination extérieure. Cette séduction est d'autant plus forte qu'elle fait référence à d'authentiques soucis (l'origine, l'identité) et à des valeurs communes (familiales, patriotiques) dont la dégradation est vivement dénoncée. On comprend dès lors que la réprobation morale de l'extrémisme soit rejetée au nom d'une moralité supérieure, que l'ironie des beaux esprits sur les valeurs soit regardée comme un signe de leur malignité, que la violence et les manœuvres anti-lepénistes soient perçues comme preuves d'un complot contre la vérité.

Pour conjurer le danger que Jean-Marie Le Pen représente, il faut commencer par le prendre au mot et par lui reprendre ses mots. Rien ne serait plus fâcheux que d'abandonner tout un vocabulaire au Front national sous prétexte qu'il l'utilise, et de lui laisser le choix des définitions. Le patriotisme ne devient fascisant, l'identité xénophobe et la tradition réactionnaire que s'il y a consentement à la dérive du langage, puis à la subversion des valeurs, aux comportements de transgression et aux impostures historiques qui caractérisent le Front national comme tant d'autres mouvements nationalistes et autoritaires avant lui.

Transgressions ? Il faudrait analyser de plus près certains thèmes qui tiennent du fantasme. Contentons-nous dans le cadre de cet éditorial de l'exemple significatif du déplacement par le Front national, de sa propre autorité, de la fête nationale et religieuse de Jeanne d'Arc pour convenances électorales...

Subversion ? Elle se manifeste dans la confusion entre les domaines politique et religieux, au nom de l'«intégrité» d'un catholicisme qui a pourtant établi les distinctions nécessaires. Elle s'exprime dans un parti qui prétend confisquer la patrie et s'arroge le droit d'exclure de la communauté de naissance et de choix qui bon lui semble, et dans un nationalisme qui nie la complexité nationale, la richesse et la diversité de son tissu au nom d'une pureté introuvable. Elle s'affirme dans l'imposture d'une «tradition» qui est conçue hors du mouvement historique, dans une immobilité abstraite. Elle naît de cette passion de l'équivalence qui est le propre du nihilisme. Car pour Jean-Marie Le Pen tout se vaut: même héroïsme des deux côtés pendant la dernière guerre comme il l'a récemment déclaré à Strasbourg, et égalité de tous les déportés dans les camps qui réduit à une commune mesure la politique du génocide.

Cette dévaluation des valeurs, au nom des valeurs elles-mêmes, est une perversion inhérente aux mouvements de réaction nationaliste et autoritaire. Nous savons que Martin Heidegger s'est (au moins...) laissé prendre à la religion nazie de l'origine, à sa promesse de renaissance d'une Allemagne qui était dans le même temps radica-

lement attaquée dans sa culture et dans ses communautés traditionnelles. Et, tout en évitant les amalgames, nous ne pouvons oublier que le régime de Vichy, sous couvert de traditionalisme, viola comme nul autre les principes généraux du droit (la non-rétroactivité des lois), les lois de l'hospitalité (à l'égard des réfugiés allemands) et la protection due aux citoyens (la rafle du Vel'd'Hiv').

IGNORANCE

On dira qu'une réflexion sur les valeurs communes ne peut intéresser les personnes exclues ou désemparées qui votent pour le Front national. C'est leur témoigner un bien grand mépris, car c'est dans la détresse matérielle et morale que se posent les questions essentielles. Si la droite classique est aujourd'hui désarmée, c'est qu'elle a cessé depuis trop longtemps de penser. Si l'antiracisme n'a rien pu empêcher, et se trouve pris au piège de ses propres affirmations, c'est qu'il s'est contenté de répéter mécaniquement le même discours. Si tant de bonne volonté dans «l'approche concrète des problèmes» se révèle inopérante, c'est qu'il manque à l'indispensable action sur le terrain une vision d'ensemble. Le «problème» des valeurs se pose concrètement et seuls ceux qui s'en soucient ou manipulent ce thème ont chance d'être écoutés.

C'est dire, une nouvelle fois, l'urgence d'un retour des responsables politiques à la réflexion fondamentale - qu'il s'agisse des traditions dont ils se réclament, de l'identité collective, du projet commun, de la modernité (qui peut faire l'objet d'une critique non-réactionnaire), des fondements et des objectifs de l'économie ou du lien social. Le scandale est que, sur chacune de ces questions, des recherches majeures ont été faites, qui ont une portée pratique mais qui sont négligées par indifférence ou crainte de sombrer dans «l'intellectualisme». C'est pourtant l'ignorance qui ouvre la voie à ce fascisme dont Georges Pompidou disait, peu avant de mourir, qu'il était «plus proche de nous» que le communisme.

Bertrand RENOUVIN